



**Programme des
Nations Unies
pour
l'environnement**

Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/22
27 février 2001

FRANÇAIS
ORIGINAL: ENGLISH

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Trente-troisième réunion
Montréal, 28-30 mars 2001

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA BANQUE MONDIALE POUR 2001

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. La Banque mondiale demande l'approbation du Comité exécutif d'un montant de 765 000 \$ US pour son programme de travail de l'an 2001, avec des frais de soutien d'agence totalisant 99 450 \$ US.
2. Le tableau 1 présente les activités proposées dans le programme de travail 2001 de la Banque mondiale :

Tableau 1

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA BANQUE MONDIALE POUR 2001

Pays	Activité/Projet	Date de d'achèvement	Montant requis (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
DEMANDES DE PRÉPARATION DE PROJET RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE				
Chili	Préparer deux projets d'investissement dans le secteur du bromure de méthyle	Septembre 2002	20 000	20 000
Équateur	Élaborer un projet d'investissement dans le secteur du bromure de méthyle	Décembre 2001	35 000	35 000
Inde	Préparer un projet d'investissement dans le secteur des climatiseurs d'automobile	Décembre 2001	40 000	40 000
Indonésie	Préparer trois projets d'investissement dans le secteur des mousses et un dans le secteur de la réfrigération	Décembre 2001	10 000	10 000
DEMANDES DE PRÉPARATION DE PROJET RECOMMANDÉES POUR APPROBATION AVEC CONDITIONS				
Thaïlande	Préparer une stratégie d'élimination du bromure de méthyle	Septembre 2002	80 000	80 000
DEMANDES DE PRÉPARATION DE PROJET AVEC QUESTIONS				
Bahreïn	Préparer un projet d'investissement dans le secteur des appareils de refroidissement	Décembre 2001	30 000	Question
Chine	Préparer un plan sectoriel pour le secteur des agents de transformation	Décembre 2001	250 000	Reporter
Inde	Préparer un plan sectoriel pour le secteur des agents de transformation	Décembre 2001	200 000	Question
Yémen	Élaborer un projet d'investissement dans le secteur des appareils de refroidissement	Décembre 2001	30 000	0
Global	Stratégie globale pour l'élimination des DVD dans le secteur des inhalateurs à doseur	Sep 2001	70 000	Question
Total partiel :			765 000	En attente
Coûts de soutien d'agence :			99 450	En attente
Total global	Montant à transférer à l'agence		864 450	En attente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

Demandes de préparation de projet recommandées pour approbation globale

3. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale de tous les projets indiqués dans la première section du Tableau 1 – Demandes de préparation de projet recommandées pour approbation globale.

Demandes de préparation de projet recommandées avec conditions

Thaïlande : Préparation d'une stratégie nationale d'élimination du bromure de méthyle (80 000 \$ US)

4. La Banque mondiale a demandé un montant de 80 000 \$ US pour préparer une stratégie visant à éliminer le bromure de méthyle en Thaïlande, à être présentée au Comité exécutif en 2002. Le Secrétariat note que, dans les données présentées par la Thaïlande, la consommation totale de bromure de méthyle pour applications non sanitaires et pré-livraison a été de 36,12 tonnes en 1998, 52,86 tonnes en 1999, et 164,9 tonnes en 2000. Le Comité exécutif pourrait vouloir confirmer que cette demande sera la dernière pour le financement de la préparation de projet dans ce secteur en Thaïlande, à la condition suivante :

Condition recommandée

5. La stratégie préparée avec les fonds approuvés sera axée sur l'élimination de toute la consommation admissible de bromure de méthyle en Thaïlande. Les fonds approuvés doivent viser toutes les activités futures de préparation de projet dans le secteur du bromure de méthyle en Thaïlande, y compris ceux qui seront par la suite requis dans le cadre de la stratégie.

Préparation de projet avec questions

Bahreïn : Préparation d'un projet d'investissement dans le secteur des appareils de refroidissement (30 000 \$ US)

6. On est à mettre en oeuvre un PGF approuvé pour le Bahreïn à la 26^e Réunion. On devra donc tenir compte de toute activité supplémentaire pour ce pays dans le contexte des directives de la Décision 31/48 sur le PGF et de la Décision 32/28. La Décision 32/28 requiert que les propositions de projet pour les programmes incitatifs visant à encourager la modernisation des équipements de réfrigération puissent être présentées dans un PGF, en étant entendu que le projet utiliserait les 50 % de fonds supplémentaires pour un PGF existant en vertu de la Décision 31/48:

- a) L'agence chargée de l'application doit consulter le pays ainsi que toutes les autres agences chargées de l'application des éléments du PGF;

- b) Le pays concerné soit bien renseigné sur toutes les activités d'investissement et les autres activités qui pourraient être disponibles;
- c) Le moment déterminé pour l'activité proposée soit approprié aux circonstances du pays. (Décision 32/28)

7. Le financement supplémentaire pour les PFG disponible en vertu de la Décision 31/48 est l'aide finale disponible pour un pays lui permettant de respecter ses obligations de contrôle jusqu'à 2007, c'est-à-dire pour les six prochaines années. La préparation de projets d'appareils de refroidissement peut être prématurée et peut ne pas miser sur les leçons qu'on tirera lorsque les PFG actuels auront été complètement mis en application et analysés. Ainsi, le pays pourrait ne pas recevoir la forme de soutien optimal lui permettant de réaliser ses objectifs d'élimination d'ici à 2007.

Recommandation

8. Le Comité exécutif pourrait vouloir évaluer si la préparation de projet pour les projets d'appareils de refroidissement devrait être financée avant l'achèvement des activités de PFG existantes et l'analyse du rapport d'achèvement du projet.

Chine : Préparation d'un plan sectoriel pour le secteur des agents de transformation
(250 000 \$ US)

9. Le Secrétariat a invité la Banque mondiale à présenter une proposition plus complète signalant le travail déjà entrepris, une description détaillée de la façon dont les 100 000 \$ US déjà approuvés à cette fin ont été dépensés, une description détaillée des débours de fonds supplémentaires proposés, et l'explication des raisons pour lesquelles la demande de programme de travail 2000 n'indiquait pas l'ensemble des fonds maintenant proposés pour cette tâche.

10. La Banque mondiale a informé le Secrétariat que les résultats du travail de préparation déjà effectué dans le secteur des agents de transformation étaient décrits dans le plan d'affaires 2001 présenté à la 33^e Réunion (UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/13). Le financement initial de 100 000 \$ US approuvé par le Comité en 2000 a été utilisé pour couvrir une partie des coûts de l'étude. Les résultats préliminaires de l'étude indiquent que : (i) plus de 100 entreprises emploient des SAO comme agent de transformation; (ii) l'utilisation la plus importante est dans l'industrie du caoutchouc chloré; (iii) le CTC est utilisé comme agent de transformation dans les procédés de fabrication de polyoléfine chlorosulphoné, paraffine chlorée, et endosulfan ainsi que dans l'industrie pharmaceutique; (iv) on constate une utilisation mineure des CFC-12 dans la production de polyéther. La Banque a aussi signalé que les termes détaillés de référence pour l'élaboration d'un plan sectoriel visant à couvrir toutes ces applications ont été définis. Par conséquent, le gouvernement de la Chine demande l'approbation d'un montant supplémentaire de 250 000 \$ US pour la préparation de ce plan sectoriel.

11. La Banque mondiale a aussi signalé que les applications de SAO dans le secteur des agents de transformation étaient inconnues au moment où la demande initiale de fonds pour la préparation de projet a été présentée en 2000. La Banque a décidé de ne demander que des fonds initiaux pour soutenir les activités de l'étude et a prévu présenter des demandes supplémentaires lorsque la portée et l'étendue des applications de SAO dans ce secteur seraient connues. À mesure que ces renseignements devenaient disponibles, la Banque a procédé à l'élaboration de paramètres détaillés pour l'élaboration d'un plan sectoriel. Avec ces paramètres, la Banque est en mesure de déterminer précisément le degré de financement requis pour compléter cette tâche.

12. Le Secrétariat note que le PNUD a reçu 200 000 \$ US pour préparer une stratégie et un plan pour le secteur des solvants et que la Banque mondiale a reçu 300 000 \$ US pour préparer une stratégie et un plan pour le secteur des mousses en Chine. Chacun de ces secteurs comprend un nombre beaucoup plus grand d'entreprises, bien que les technologies faisant partie de l'élimination soient plus uniformisées. Le Secrétariat note aussi que la Chine, de même que beaucoup d'autres pays, n'a pas encore présenté de données sur la consommation d'agents de transformation en vertu de la Décision X/14. La Chine n'a pas inclus non plus aucune statistique sur l'usage d'agents de transformation dans ses rapports au Secrétariat sur l'avancement de la mise en application de son programme de pays.

Recommandation

13. Le Comité exécutif pourrait envisager reporter l'examen des demandes de financement pour le secteur des agents de transformation en Chine jusqu'à ce que la Banque mondiale ait fourni un relevé complet de l'allocation des 100 000 \$ US approuvés jusqu'à maintenant pour cette activité, y compris des indications de la consommation probable dans le secteur.

Inde : Préparation d'un plan sectoriel pour le secteur des agents de transformation
(200 000 \$ US)

14. Dans son plan d'affaires 2001, l'ONUDI signale qu'elle propose de présenter neuf projets dans le sous-secteur des produits pharmaceutiques en Inde en 2001 et sept autres en 2002. L'ONUDI a demandé 70 000 \$ US pour la préparation de projet pour ces activités de son programme de travail 2001. La Banque mondiale a signalé qu'il n'y a pas plus de trois autres entreprises pouvant être admissibles au financement dans le secteur du caoutchouc chloré. Sur la base des renseignements sectoriels déjà fournis au Comité exécutif par la Banque mondiale et l'ONUDI, le sous-secteur des pesticides agricoles pourrait être la seule application non encore envisagée. Les indications préliminaires sont que ce sous-secteur pourrait ne comporter qu'un petit nombre d'entreprises, comme il a été le cas avec d'autres sous-secteurs déterminés en Inde jusqu'à maintenant.

15. À partir de ces données, le Secrétariat a demandé à la Banque mondiale de clarifier le chevauchement apparent de ces activités et de celles de l'ONUDI. Le Secrétariat s'est aussi interrogé à savoir si l'allocation de 200 000 \$ US pourrait être justifiée, puisqu'une grande partie du secteur semble déjà avoir été définie.

16. La Banque mondiale a signalé qu'en juillet 2000, le gouvernement de l'Inde a demandé à la Banque de préparer un plan sectoriel pour le secteur des agents de transformation. La Banque a indiqué qu'elle avait compris qu'on lui demandait de considérer tout le sous-secteur des produits pharmaceutiques séparément de la fabrication de deux produits, l'ibuprofène et la bromohexine, qui reviendraient à l'ONUDI. La Banque attendait une confirmation du gouvernement de l'Inde, mais elle n'était pas disponible au moment de la préparation de ce document et il n'y avait eu aucune discussion entre la Banque et l'ONUDI.

17. La Banque a signalé que, à partir de ces données, le plan sectoriel couvrirait ce qui restait du sous-secteur pharmaceutique, du sous-secteur des pesticides et du reste du secteur du caoutchouc chloré. En vertu de la Décision 32/59, la Banque a signalé que des fonds pour les entreprises restantes dans le sous-secteur du caoutchouc chloré seraient demandés lors de la 35^e Réunion du Comité. La Banque a dit qu'il serait nécessaire de fournir des données de référence pour les entreprises admissibles et d'allouer des surcoûts à définir au niveau sectoriel. Il a aussi été confirmé que le financement fourni pour la préparation du plan sectoriel couvrirait la préparation de tout projet individuel de conversion d'une entreprise qui pourrait être présenté comme partie du plan.

Recommandation

18. Le Comité exécutif pourrait inviter la Banque mondiale et l'ONUDI à indiquer si le double emploi possible entre leurs activités en Inde dans le secteur des agents de transformation a été résolu et à considérer ses idées sur les renseignements fournis par la Banque en rapport avec l'étendue du secteur à traiter, et le degré de financement requis.

Yémen : Préparation d'un projet d'investissement dans le secteur des appareils de refroidissement (30 000 \$ US)

19. Le Yémen a reçu 30 000 \$ US à la 27^e Réunion pour la préparation d'un PGF que le PNUE mettra en application sous forme d'une mise à jour du programme de pays. Un PGF pour le Yémen n'a pas encore été soumis au Comité exécutif. Toutes les activités admissibles associées aux utilisations finales et aux services d'entretien devront être préparées dans le contexte du PGF et de la Décision 31/48 sur les directives en matière de PGF.

Recommandation

20. Le Secrétariat recommande que le financement ne soit pas approuvé.

Global : Stratégie globale pour l'élimination des CFC dans le secteur des inhalateurs à doseur (70 000 \$ US)

21. La Banque mondiale a présenté de nouveau une proposition visant à entreprendre une étude globale afin de mieux comprendre l'offre et la demande pour les produits inhalateurs à doseur, d'abord envisagée à la 32^e Réunion. Le Comité exécutif a décidé de reporter l'évaluation du projet, en attendant l'orientation que prendra la discussion sur les inhalateurs à doseur à la XII^e Réunion des Parties (Décision 32/48).

22. Dans cette proposition présentée à nouveau, la Banque mondiale a indiqué que l'étude proposée par la Banque entend : (i) définir la disponibilité commerciale des inhalateurs à doseur sans CFC, les obstacles communs rencontrés par les importants fournisseurs d'inhalateurs à doseur lors de la promotion des nouveaux inhalateurs sans CFC dans des nouveaux marchés; (ii) évaluer les politiques des fabricants d'inhalateurs à doseur dans quelques pays faisant partie de l'Article 5 et n'en faisant pas partie, en rapport avec leurs plans d'élimination des CFC; et (iii) fournir des directives de base sur la façon d'élaborer des critères et des mesures efficaces pour déterminer quels produits inhalateurs à doseur avec CFC peuvent être remplacés par d'autres sans CFC.

23. Lors de leur XII^e réunion, les Parties ont décidé que, entre autres choses, le Comité exécutif devrait envisager le financement pour faciliter l'élaboration de stratégies de transition pour les inhalateurs à doseur dans le pays faisant partie de l'Article 5 et la mise en oeuvre des activités approuvées qui y sont contenues. De plus, ils ont incité chaque Partie à présenter un rapport au Secrétariat de l'ozone avant le 31 janvier 2002 pour chaque société fabriquant des inhalateurs à doseur sur son territoire et demandé au TEAP de résumer les renseignements fournis avant le 15 mai de chaque année et de présenter un rapport à la prochaine réunion des Parties sur des questions reliées à la production de CFC pour les inhalateurs à doseur.

24. Le Secrétariat continue de considérer qu'une étude de cette nature et de cette envergure n'est pas justifiée en vertu de la Décision XII/2, qui met l'accent sur l'aide à fournir aux pays pour des stratégies de transition en matière d'inhalateurs à doseur. Il semblerait qu'une grande partie des renseignements contenus dans la proposition de la Banque viendra des Parties et du TEAP en réponse aux exigences de la Décision XII/2.

Recommandation

25. Le Comité exécutif pourrait vouloir évaluer la demande de la Banque mondiale à la lumière des commentaires et des observations ci-dessus et des échéanciers appropriés pour l'étude, et déterminer si des paramètres devraient être établis par le Comité pour une telle étude.

2001 WORK PROGRAM

PRESENTED TO THE 33rd MEETING
OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

BANK-IMPLEMENTED
MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS

January 2001

WORK PROGRAM FOR THE WORLD BANK-IMPLEMENTED MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS

1. This proposed work program for the Bank-Implemented Montreal Protocol Operations is prepared on the basis of the World Bank 2001 Business Plan, as well as the suggestions made by the Executive Committee (ExCom) when it considered the draft 2001 Business Plan at the 32nd Meeting.
2. The 2001 Business Plan of the World Bank is prepared on the basis of the on-going discussion of the ExCom on the Strategic Planning and the Draft Three-Year Business Plan for the Multilateral Fund for 2000 - 2002. To ensure increasing participation of Article 5 countries in developing agencies' business plans, the Secretariat has taken the lead in conducting an analysis on the Montreal Protocol implementation status of all Article 5 countries.
3. Each Article 5 country was requested by the Secretariat to submit its list of additional activities that should be incorporated in agencies' business plans for 2001 and 2002. During the preparation of the draft business plan for 2001, the World Bank, among other implementing agencies, was invited by the Secretariat to participate in the inter-agency meeting to review all activities proposed by Article 5 countries to ensure that needs of Article 5 countries are reflected in the agencies' business plans, and to ensure that there is no duplication of effort.
4. The draft 2001 Business Plan of the World Bank was submitted for the ExCom's consideration at the 32nd Meeting. The ExCom decided to take note of the draft business plan of the World Bank and to request the Bank to examine the possibility of assisting countries which do not display a high potential of achieving a halon freeze to do so (Decision 32/13). This decision is used as a basis for the finalization of the World Bank 2001 Business Plan. The 2001 Work Program is, therefore, developed in accordance with the plan outlined in the 2001 Business Plan.
5. The 2001 Work Program for the Bank includes preparation and delivery of projects in the consumption and production sectors. This Work Program proposes to initiate the preparation of the CTC and TCA production closure projects in China, in addition to the delivery of the 2001 annual work programs for the CFC production closure projects in China and India and the 2002 annual work program for the China Halon sector approach. In 2001, the Bank and the Government of Argentina plan to submit a CFC production closure project for the consideration of the ExCom.
6. In addition, the Bank and the Government of China plan to submit sector plans for phasing out ODS in the process agent and polyurethane foam sectors in China within this planning period. A similar sector plan for phasing out CTC in the process agent sector for India will also be submitted for the ExCom's consideration for funding in 2001. A sector plan for complete phaseout of CFC in the refrigeration sector in Turkey will be submitted for the consideration of the ExCom providing pending policy issues, which were identified at the 29th ExCom Meeting (Dec. 29/26), are resolved within this planning

period. Moreover, the Bank and the Government of Malaysia and the Government of Thailand also plan to submit their national CFC phaseout programs for the consideration of the ExCom at its second meeting of this planning period. At that time, the Bank will submit a request for project preparation funds to start development of a similar program for the Philippines. The program for the Philippines is expected to be ready for submission in 2002. The submission of this plan will be done in accordance with Decision 32/13 (c).

7. In response to Decision 32/13 (b), the World Bank has contacted Tunisia and Pakistan, which are among a few countries identified by the Secretariat's analysis that they may have difficulty meeting the halon freeze obligation, to explore whether there is a need for the Multilateral Fund assistance through the World Bank. Thus far, the Bank has been informed by Tunisia that it will meet the halon freeze through its import control system. Due to the upcoming change of key personnel in the Ozone Unit in Pakistan, the Bank has not yet received any indication on how Pakistan will meet the obligation.

8. The World Bank 2001 Work Program proposes to deliver 25 new investment activities and three annual work programs for the CFC production closure projects and the China halon sector approach. The 2001 Work Program covers new investment activities in 15 countries. These new activities are required to address the CFC production sector in Argentina; the CFC freeze obligation in Bahamas and Yemen; 50% CFC consumption reduction in Argentina, Bahrain, Ecuador, China, India, Philippines, and Turkey; the halon freeze obligation in Turkey; and the methyl bromide freeze obligation in Ecuador. A few investment activities are proposed for assisting countries to maintain the momentum of their ODS phaseout programs and for supporting countries that are willing to accelerate their phaseout programs.

9. The breakdown of project preparation funds to support investment and non-investment activities in each client country is shown in Table 1.A. The timeline for undertaking all the proposed activities is shown in Table 2.

10. To carry out investment activities included in the proposed 2001 Work Program, the Bank requires additional project preparation funds of US\$ 785,350, excluding project preparation funds for the national CFC phaseout strategy for the Philippines, the CTC and TCA production closure projects for China. In addition, the Bank would also propose that about US\$ 578,560 will be carried over from the 2000 project preparation allocation.

11. While the World Bank 2001 Business Plan proposes to include four renewals of existing institutional strengthening projects and one technical assistance project, this 2001 Work Program includes only funding request for the technical assistance project (Table 1.B). The requests for renewal of existing institutional strengthening projects will be made during the course of this planning period through the World Bank Work Program Amendments.

12. This Work Program, therefore, proposes only one technical assistance project for the consideration of the ExCom at its 33rd Meeting. Under this project, a study to formulate a global strategy for phasing out CFC in the MDI sub-sector will be carried out.

13. The proposed global study intends to gain better understanding of the supply and demand of MDI products. While the use of CFCs for the MDI products is still considered by the Parties as essential use for non-Article 5 countries, it is still very important for Article 5 countries to develop their strategy to preempt any unnecessary growth in the demand of these products. It is also essential for Article 5 countries to have better understanding on how to ensure that decreasing production of MDI products in developed countries will not result in an increase in the production of CFC MDIs in their countries.

14. The proposed global study should also focus on how non-Article 5 countries are planning to reduce their dependency on CFC MDIs. This would enable Article 5 country governments to plan ahead of time in reducing their dependence on these products. Considering that most Article 5 countries get their supply of MDIs solely from non-Article 5 countries, any decision of non-Article 5 countries to phase out production of CFC MDIs will have immediate and direct impact on Article 5 countries. In other words, phaseout schedule for CFC MDIs is likely to be the same in both non-Article 5 countries and most Article 5 countries that do not have their own production capacity.

15. This proposal to carry out a study for a global strategy for phasing out CFC in MDIs was submitted to the previous meetings of the ExCom during the 2000 business planning period. At the 32nd Meeting, the ExCom decided to defer consideration of this project, pending the guidance to be provided by the decisions of the Twelfth Meeting of the Parties. It was agreed at the Twelfth Meeting of the Parties that there is a need for all countries to have a strategy to facilitate the transition to CFC-free MDIs. The Parties to the Montreal Protocol also agree that ExCom should consider providing technical, financial and assistance to Article 5 Parties to facilitate the development of MDI transition strategies (Dec. XII/2). This proposed global study is, therefore, in line with the views and agreement of the Parties and the decision of the ExCom (Dec. 32/48).

16. The Bank plans to carry out this study within six months if the Executive Committee decides to approve funding of US\$79,100 to support this activity. This US\$79,100 will be used to support the costs of a small team of international consultants and their travels to undertake interviews with the producers of MDIs and key government officials in a few Article 5 countries.

Table 1: Project Preparation Requests by Country**A. Investment Activities**

Country	Surplus from Previous Year (US\$)	Additional Request (US\$)	Description	Justification
Argentina	24,000		To prepare one investment project in the rigid polyurethane foam sector, one in the solvent sector, and one in the methyl bromide sector, for submission in 2001. No new project preparation funds are requested.	Argentina has been identified as a country that may need additional action to secure the 50% CFC consumption reduction target. In addition, a separate analysis of the Secretariat indicates that Argentina is one of the countries that still have significant consumption of 1,1,1-TCA. As of December 2000, about 55% of the funds already approved by the MLF, has already been disbursed.
Bahrain		30,000	To prepare an investment project in the chiller sector for submission in 2001. This project will contribute to the country's ability to meet the 50% consumption reduction target in 2005.	Bahrain is identified as a country that may have difficulty in meeting the 50% consumption reduction target. It is estimated that additional phaseout of 66 ODP tons is needed to help the country meet the target in 2005.
Chile	10,000	20,000	To prepare two investment projects in the methyl bromide sector. One will be submitted in 2001 and another in 2002. The project to be submitted in 2001 is for expanding the result of the demonstration project approved earlier by the ExCom for methyl bromide uses for pepper and tomato.	Preliminary information indicates that as of the end of 2000, more than 64% of the total MLF approval to Chile through the World Bank, has already been disbursed. These project preparation funds will be used for developing two investment projects with an estimated total budget of US\$1.8 million.

Country	Surplus from Previous Year (US\$)	Additional Request (US\$)	Description	Justification
			The second project is for phasing out methyl bromide in timber.	
China	120,000	250,000	To prepare a sector plan for the process agent sector. The US\$120,000 carried over from 2000 will allow China and the Bank to complete the foam and commercial refrigeration strategies for submission in 2001. All project preparation funds will be used for development of 2001 submissions.	As of the end of 2000, preliminary disbursement record indicates that about 78% of the funds approved up to December 2000. In 2000, the ExCom approved the Bank's request for the US\$100,000 project preparation funds to initiate the survey and preparation of the process agent sector plan. Additional funds are required to complete the development of a sector plan for submission in 2001.
Colombia	45,000		To prepare three projects in the commercial refrigeration sector, and one in the MAC sector, for submission in 2001. No new project preparation funds are requested.	To maintain momentum of its ODS phaseout program. As of December 2000, about 15% of the total MLF approvals through the Bank has already been disbursed.
Ecuador		35,000	To develop an investment project in the methyl bromide sector, for submission in 2001.	Ecuador has been identified as one of the countries that may have difficulty meeting the 20% consumption reduction target for methyl bromide. This project is a follow-up to the demonstration project approved earlier by the ExCom. As of December 2000, about 49% of the total MLF approvals has already been disbursed.
India	100,000	240,000	To prepare an investment project in MAC sector, and a	Based on the latest information provided by the Government of India to the Secretariat, India's

Country	Surplus from Previous Year (US\$)	Additional Request (US\$)	Description	Justification
			sector plan for the process agent sector for submission in 2001. The new request of project preparation funds (US\$240,000) will be used for developing the above projects. The balance of project preparation funds approved in 2000 will be used for developing a sector strategy for the commercial refrigeration sector for submission in 2002.	ability to meet the 50% CFC consumption reduction target is uncertain. As of December 2000, about 73% of the total MLF approvals has already been disbursed.
Indonesia	16,000	10,000	To prepare three investment projects in the foam sector and one in the refrigeration sector, for submission in 2001.	New projects in the foam sector will cover the CFC consumption which was not accounted for in the Country Program. Significant disbursement (more than 47 percent) already been achieved.
Malaysia	40,000		To prepare a national CFC phaseout program for submission in 2001. This balance of \$40,000 to be transferred to the 2001 business plan period, is part of project preparation funds approved in the previous year.	To maintain momentum of its ODS phaseout program. Significant disbursement (more than 92 percent) already been achieved.
Mexico	30,000		To prepare one investment project in the MAC sector and one umbrella project in the solvent sector for submission in 2001. No new	Still have large residual CFC use. MLF supported projects only cover about 27 percent of ODP consumed in 1989. 100% of the total MLF approvals has already been disbursed.

Country	Surplus from Previous Year (US\$)	Additional Request (US\$)	Description	Justification
			project preparation funds are requested.	
Pakistan	12,000		To prepare two investment projects in the foam sector for submission in 2001. No new project preparation funds are requested.	To maintain momentum of its ODS phaseout program. MLF supported projects only cover about 50 percent of ODP consumed in 1995. Significant amount of ODS used in the foam sector was not accounted for in the Country Program. Total disbursement as of the end of 2000 is about 25% of the total MLF approvals.
Thailand	30,000	80,000	To prepare a national CFC phaseout project for submission in 2001, and a methyl bromide phaseout strategy for submission in 2002. The balance of \$30,000 is part of funds already approved in the previous year for the development of a national CFC phaseout project.	To maintain momentum of its ODS phaseout program. Total disbursement as of the end of 2000 is about 68% of the total MLF approvals.
Turkey	15,000		To finalize the preparation of investment projects in the commercial refrigeration, halon and solvent sectors, for submission in 2001. No new project preparation funds are requested.	Based on the Secretariat's analysis, Turkey needs to phase out another 1,100 tons in order to achieve its 50% reduction obligation. Turkey is also identified as a country that may have difficulty meeting the freeze obligation for halons. As of December 2000, about 84% of the total MLF approvals has already been disbursed.
Yemen		30,000	To develop an investment project in the chiller sector for submission in 2001.	Yemen is identified as a country that has difficulty meeting its freeze obligation. The development of this project will take into account the refrigeration management plan and other activities being carried out by

Country	Surplus from Previous Year (US\$)	Additional Request (US\$)	Description	Justification
				other implementing agencies.
Unallocated Project Preparation Funds	70,000			
Sub-total	512,000	695,000		
Support Cost	66,560	90,350		
2000 Project Preparation Funds	578,560	785,350		
Less				The Bank did not request any advanced project preparation funds at the 32 nd Meeting.
New Request		785,350		

B. Non-investment Activities

Country	Request (US\$)	Description
Global	70,000	Global Strategy for CFC Phaseout in the MDI sector. The activity will be carried out within six months. Within the first two months, a small group of experts will be appointed. Arrangement for visits and actual expert visits to major MDI producers in developed and developing countries and interviews with key government officials in a few Art. 5 countries will be undertaken in Month 3. An analysis of the input collected from the above visits will be done and a preliminary report will be prepared in Month 4. The preliminary report will be sent out for reviews in Month 5. By the end of Month 6, the report will be finalized.
Sub-total	70,000	
Support Cost	9,100	
Total	79,100	

Table 2: Timeline for Project Preparation in 2001 & 2002

Country	Pipeline	No. of Projects	Project Prep. Funds Committed (US\$,000) (incl. Contingency projects)	Submission in 2001				Submission in 2002			
				1st Qtr.	2nd Qtr.	3rd Qtr.	4th Qtr.	1st Qtr.	2nd Qtr.	3rd Qtr.	4th Qtr.
Argentina	2001 Pipeline	4	24								
	2002 Pipeline										
Bahrain	2001 Pipeline	1	30								
	2002 Pipeline										
Chile	2001 Pipeline	1	10								
	2002 Pipeline	1	20								
China	2001 Pipeline	5	370								
	2002 Pipeline	1	300								
Colombia	2001 Pipeline	2	45								
	2002 Pipeline										
Ecuador	2001 Pipeline	2	35								
	2002 Pipeline										
India	2001 Pipeline	3	340								
	2002 Pipeline										
Indonesia	2001 Pipeline	4	26								
	2002 Pipeline										
Malaysia	2001 Pipeline	1	40								
	2002 Pipeline										
Mexico	2001 Pipeline	1	30								
	2002 Pipeline	0	0								
Pakistan	2001 Pipeline	2	12								
	2002 Pipeline	0	0								
Thailand	2001 Pipeline	1	30								
	2002 Pipeline	1	80								
Turkey	2001 Pipeline	3	15								
	2002 Pipeline										
Yemen	2001 Pipeline	1	30								
	2002 Pipeline										
Subtotal			1437								
Unallocated			70								
Subtotal			1507								
Support Costs			195.91								
Total			1702.91								